

Extrait du El Correo

<https://elcorreo.eu.org/SCOTT-RITTER-La-responsabilite-pese-sur-Biden-et-Poutine>

SCOTT RITTER : « La responsabilité pèse sur Biden et Poutine »

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 1er octobre 2022

Description :

SCOTT RITTER : « La responsabilité pèse sur Biden et Poutine ». Nous sommes, littéralement, à la veille de la destruction. Le moment est venu de faire preuve d'une maturité politique dont les dirigeants font rarement preuve (...)

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Nous sommes, littéralement, à la veille de la destruction. Le moment est venu de faire preuve d'une maturité politique dont les dirigeants font rarement preuve. Les guerres doivent être évitées à tout prix. Un conflit nucléaire ne devrait jamais être envisagé.

Scott Ritter est toujours interdit des médias sociaux par...

Ces deux truismes sont souvent prononcés, mais rarement respectés. Les guerres sont trop fréquentes et, tant que les nations possèdent des armes nucléaires, leur utilisation est envisagée en permanence.

Le conflit actuel entre l'Ukraine et la Russie a mis les deux plus grandes puissances nucléaires du monde dans des camps opposés, les États-Unis soutenant une armée ukrainienne qui est devenue un mandataire de facto de l'OTAN, tandis que la Russie considère que sa lutte avec l'Ukraine inclut l'« Occident collectif ».

Depuis le lancement de l'« Opération Militaire Spéciale » de la Russie en Ukraine, les États-Unis et la Russie ont joué leurs cartes nucléaires respectives.

La Russie a clairement indiqué que toute intervention de l'OTAN serait considérée comme une menace existentielle pour la Nation Russe, invoquant ainsi l'une des deux clauses du dispositif nucléaire russe dans lesquelles des armes nucléaires pourraient être utilisées. (L'autre serait en réponse à une attaque nucléaire contre la Russie).

Les États-Unis ont clairement indiqué que toute attaque de la Russie contre un membre de l'OTAN entraînerait l'invocation de l'article 5 de la charte de l'OTAN (la clause de « défense collective »), ce qui se traduirait par la mise à disposition de la totalité des capacités militaires de l'alliance, y compris les armes nucléaires, pour y répondre.

Jusqu'à présent, aucune des deux parties n'a directement contesté la ligne rouge de l'autre, bien que les États-Unis s'en soient rapprochés en fournissant à l'Ukraine des dizaines de milliards de dollars d'armements de pointe, d'aide financière et de soutien en matière de renseignement et de communication.

Ce soutien matériel n'est pas fourni pour la défense de l'Ukraine, mais plutôt pour lui permettre de reprendre les territoires perdus au profit de la Russie et d'infliger aux forces russes des pertes d'une ampleur telle qu'elles affaiblissent la Russie pendant une période prolongée.

Du point de vue occidental, l'injection massive d'aide militaire semble porter ses fruits. L'Ukraine est perçue comme ayant repoussé une première tentative russe de prendre Kiev au cours des premières semaines du conflit. Elle est également considérée comme ayant repoussé une offensive russe concertée dans le Donbass suffisamment longtemps pour déployer une armée reconstituée - formée et équipée par l'OTAN - qui a réussi à reprendre la totalité de la région de Kharkov.

Le fait que la « victoire » de Kiev ait été décrite par la Russie comme une feinte stratégique, et non comme une défaite, et que l'offensive de Kharkov, ainsi qu'une offensive parallèle ratée à Kherson, ait coûté à l'Ukraine tant de pertes qu'elle était de nature plus pyrrhique que politique, est secondaire.

Du point de vue de l'Ukraine et de l'OTAN, l'armée russe n'est plus considérée comme invincible, mais en réalité vulnérable. L'OTAN et l'Ukraine semblent toutes deux prêtes à maintenir un dispositif militaire agressif destiné à

affaiblir les forces russes tout en reconquérant le territoire ukrainien.

De son côté, la Russie estime avoir le dessus dans le conflit, ayant à la fois infligé des pertes massives aux militaires ukrainiens et pris le contrôle d'environ 20 % du territoire ukrainien.

En outre, en organisant dans les territoires occupés des référendums sur l'adhésion à la Russie (qui ont tous été adoptés à une majorité écrasante), la Russie a modifié la nature même du conflit, le faisant passer d'une lutte entre l'Ukraine et la Russie sur le sol ukrainien à une bataille existentielle avec l' « Occident collectif » sur la Mère Russie elle-même.

La Russie a également ordonné une mobilisation partielle de quelque 300 000 soldats qui, une fois formés et déployés sur le théâtre d'opérations en Ukraine, fourniront une puissance militaire suffisante pour mener à bien les tâches initiales de la Russie - démilitarisation et dénazification.

L'OTAN et l'Ukraine pensent toutes deux que les forces russes, même après avoir reçu les 300 000 soldats mobilisés, ne seront pas en mesure de vaincre l'Ukraine. Cette incapacité à atteindre les objectifs souhaités, pensent-ils, obligera la Russie à recourir à l'utilisation d'armes nucléaires tactiques sur des cibles ukrainiennes afin de briser la volonté de résistance du gouvernement Zelensky.

Postures nucléaires

La réalité, cependant, est que la doctrine nucléaire russe ne permet pas un tel scénario. En effet, il n'y a que deux conditions dans lesquelles la doctrine nucléaire russe autorise l'emploi d'armes nucléaires.

N° 1. « En réponse à l'utilisation d'armes nucléaires et d'autres types d'armes de destruction massive contre elle et/ou ses alliés », selon le document sur la posture nucléaire de la Russie en 2020, ou bien

N° 2. « En cas d'agression contre la Fédération de Russie avec l'utilisation d'armes conventionnelles, lorsque l'existence même de l'État est menacée ».

La posture nucléaire des États-Unis, cependant, le permet.

« Les États-Unis maintiendront la gamme de capacités nucléaires flexibles », a déclaré la *Nuclear Posture Review* (NPR) de 2018 des États-Unis, « nécessaires pour garantir qu'une agression nucléaire ou non nucléaire contre les États-Unis, les alliés et les partenaires ne parviendra pas à atteindre ses objectifs et comportera le risque crédible de conséquences intolérables pour les adversaires potentiels, maintenant et à l'avenir ».

Il convient de noter que la NPR de 2018 a été promulguée sous l'administration du président Donald Trump. Bien que l'administration Biden ait lancé le processus du NPR en septembre 2021, elle n'a pas encore publié de document actualisé.

En ignorant la politique nucléaire russe déclarée et en appliquant la politique nucléaire des États-Unis au comportement de la Russie, les États-Unis, l'OTAN et l'Ukraine se préparent - et préparent le monde - à un désastre.

En effet, en se basant sur l'hypothèse d'une attaque nucléaire tactique russe contre l'Ukraine, l'administration Biden a mis au point une série d'options non nucléaires en réponse, y compris - selon *Newsweek* - une frappe de « décapitation » visant les dirigeants russes, y compris le président Vladimir Poutine.

Selon Jake Sullivan, conseiller à la Sécurité Nationale du président Joe Biden, la Maison Blanche a « communiqué directement, en privé, aux Russes à des niveaux très élevés qu'il y aura des conséquences catastrophiques pour la Russie s'ils utilisent des armes nucléaires en Ukraine ».

M. Sullivan a noté que l'administration Biden a « expliqué plus en détail ce que cela signifierait exactement » dans ses communications avec le Kremlin. Pour être clair : la Maison Blanche a fait part à la Russie de son intention de répondre de manière non-nucléaire à toute attaque nucléaire russe potentielle contre l'Ukraine.

Andrey Gurulyov

C'est le cas d'Andrey Gurulyov, ancien Général russe et membre actuel de la Douma russe.

Gurulyov est membre du parti Russie Unie (le parti de Poutine), et on dit qu'il est étroitement lié aux hauts dirigeants russes. Il m'a accordé un large [entretien](#) lors de l'édition du 29 septembre de mon « *Scott Ritter Show* » (un effort conjoint avec les producteurs russes de « *Solovyov Live* », avec le célèbre commentateur russe Vladimir Solovyov). Nous avons discuté de l'avenir de l' « Opération Militaire Spéciale » de la Russie en Ukraine à la suite des référendums et de la mobilisation partielle.

Gurulyov a indiqué qu'étant donné que l'Armée Ukrainienne opérait en tant que mandataire de facto de l'OTAN, la tâche de « démilitarisation » définie par Poutine lors de l'invasion de l'Ukraine signifiait désormais la destruction complète de l'Armée Ukrainienne.

De même, étant donné que le Gouvernement russe a qualifié le Gouvernement du Président ukrainien Volodymyr Zelensky de régime nazi, la « dénazification » nécessiterait un changement de régime à Kiev et l'avancée des troupes russes jusqu'aux confins occidentaux de l'Ukraine, à la frontière de l'OTAN.

Ces objectifs seraient atteints par le biais d'une campagne aérienne stratégique qui détruirait la totalité de l'infrastructure cruciale de l'Ukraine, ce qui aurait de graves répercussions sur le commandement, le contrôle et la logistique de l'Armée Ukrainienne.

Selon M. Gurulyov, une telle campagne pourrait durer jusqu'à trois semaines, après quoi l'armée ukrainienne serait une cible facile pour l'Armée Russe nouvellement renforcée.

M. Gurulyov était convaincu que l'armée russe renforcée serait en mesure de vaincre les forces armées ukrainiennes renforcées par l'OTAN sans recourir à l'utilisation d'armes nucléaires tactiques.

En effet, Gurulyov était catégorique sur le fait que les armes nucléaires tactiques ne seraient jamais - et ne pourraient jamais - être utilisées par la Russie contre l'Ukraine.

Il l'était moins lorsqu'il s'agissait d'utiliser des armes nucléaires tactiques contre l'OTAN.

Gurulyov était convaincu que la nature de la victoire militaire de la Russie sur l'Ukraine serait si décisive que l'OTAN pourrait se sentir obligée d'intervenir pour arrêter la Russie.

Si l'OTAN devait effectivement envoyer des troupes en Ukraine et que ces troupes s'engageaient dans un conflit terrestre à grande échelle avec les forces russes, Gurulyov envisageait alors que les armes nucléaires russes pourraient, en fait, être utilisées contre des cibles de l'OTAN.

Gurulyov était convaincu que les Etats-Unis, craignant les capacités de représailles nucléaires stratégiques russes, ne déclencheraient pas leur propre arsenal nucléaire contre la Russie, même si l'OTAN était frappée par des armes nucléaires russes. Mais Gurulyov partait ici d'une fausse prémisse - la doctrine nucléaire américaine stipule clairement qu'« ils [la Russie] doivent comprendre qu'il n'y a aucun avantage possible à une agression non nucléaire ou à une escalade nucléaire limitée ».

En effet, la doctrine nucléaire US souligne que « toute escalade nucléaire ne permettra pas d'atteindre leurs objectifs et aura au contraire des conséquences inacceptables pour eux [la Russie] ».

À partir de ces deux malentendus fondamentaux - à savoir que :

la Russie pourrait se préparer à utiliser des armes nucléaires contre l'Ukraine, ce qui susciterait une réponse non nucléaire de la part des États-Unis, et

b) la Russie croit que les États-Unis ne répondraient pas par des armes nucléaires si la Russie devait utiliser son propre arsenal nucléaire contre l'OTAN, le monde est maintenant confronté à la perspective réelle d'un conflit nucléaire imminent entre les États-Unis et la Russie.

Du point de vue des États-Unis, le refus de la Russie d'utiliser des armes nucléaires contre l'Ukraine souligne l'impuissance générale de la Russie et de ses dirigeants, et ouvre donc la porte à une intervention décisive de l'OTAN, y compris des bottes au sol, en cas de menace non nucléaire de la Russie contre Kiev même.

Du point de vue russe, la réticence avérée des États-Unis à utiliser des armes nucléaires en cas de victoire militaire russe décisive sur l'Ukraine ouvre la porte à l'utilisation par la Russie d'une arme nucléaire tactique contre l'OTAN en cas d'intervention militaire majeure de l'OTAN en Ukraine.

De cette base de déformation et d'incompréhension ne peut découler qu'un désastre.

En annonçant l'incorporation officielle de Kherson, Zaporizhia, Donetsk et Lugansk dans la Fédération de Russie, Poutine a fait monter la pression rhétorique sur l'Ukraine et le « collectif occidental ». Bientôt, les mots se transformeront en actions, initiant les scénarios mêmes dont ont parlé les planificateurs militaires US et les autorités russes telles qu'Andrey Gurulyov.

Nous sommes, littéralement, à la veille de la destruction. L'heure est venue de faire preuve d'une maturité politique dont les dirigeants font rarement preuve. Il incombe à Joe Biden et Vladimir Poutine de s'assurer que, même si les événements sur le terrain en Europe dégénèrent en chaos et en violence, les dirigeants des deux plus grands arsenaux nucléaires du monde ne permettent pas à l'émotion prendre le dessus sur la raison. Les conséquences d'un échec à cet égard sont, pour l'Humanité, terminales.

Scott Ritter [Spécial Consortium News](#)

Original : « [The Onus Is on Biden & Putin](#) »

[Consortium News](#) .Usa, le 30 septembre 2022

***William Scott Ritter Jr.** est né aux États-Unis en 1961 dans une famille de militaires. Après des études universitaires, il rejoint l'armée et travaille comme officier du renseignement militaire dans les années 80, Ancien inspecteur de la commission spéciale des Nations unies (UNSCOM) en Irak entre 1991 et 1998. Son livre le plus récent est « [Disarmament in the Time of Perestroika](#) », publié par Clarity Press.

Traduit de l'anglais pour *El Correo de la Dispora* par : Estelle et Carlos Debiasi

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org